

LIVRE BLANC

Les clés de la décarbonation

pour le B2B



decarbonation2030



Guillaume Doyen
Directeur de la rédaction
de La Gazette des Communes

Les collectivités agissent pour faciliter la décarbonation des organisations, des territoires et des citoyens, et prennent des mesures pour décarboner leur propres actions quotidiennes. Gardons en tête qu'elles sont responsables d'à peu près tous les pans de la vie quotidienne et de la vie économique. Pour équiper les citoyens et les organisations en bornes de recharges, en transports en communs, en ressources électriques, en infrastructures, les collectivités territoriales jouent un rôle essentiel.

Peu de secteurs économiques se trouvent aussi engagés dans la décarbonation que la construction. Réduire la consommation énergétique ? Impossible sans bâtiments performants. Limiter les émissions des transports ? Inconcevable sans infrastructures adaptées. S'adapter au changement climatique ? Inenvisageable sans villes résilientes. D'ores et déjà, les projets évoluent sous l'effet d'une prise de conscience collective mais aussi de contraintes réglementaires. La France bas carbone se construit dès aujourd'hui.



Fabien Renou
Rédacteur en chef du Moniteur

La décarbonation n'est pas un vœu pieux dans l'industrie, c'est aujourd'hui une obligation majeure. Nous avons dépassé le stade de la communication : les groupes industriels sont aujourd'hui largement poussés et contraints par leur communauté financière. Les 50 sites industriels les plus émetteurs de CO₂ en France ont tous lancé leur plan de décarbonation, et sont tous engagés dans une transition électrique. Si le départ a été lent, aujourd'hui, le mouvement est clairement lancé et tous les acteurs ont la volonté de faire de ces investissements quelque chose de positif.



Emmanuel Duteil
Directeur des rédactions
de l'Usine Nouvelle et
de L'Usine Digitale



Christophe Carignano
Rédacteur en chef d'Auto Infos

Depuis le Dieseltgate de 2015, le législateur européen impose une diminution réglementée des rejets de CO₂, ce qui a conduit au vote en 2022 du pack « Fit for 55 ». Une décision qui institue la fin de la commercialisation du véhicule thermique en 2035. Pour aborder cette échéance, la filière automobile doit se convertir rapidement au véhicule électrique à batterie.

Cette révolution technologique en mode accéléré est favorable aux constructeurs chinois, très en avance sur les technologies de la voiture électrique tout en maîtrisant plus de 80% de la production des batteries électriques.

Dans le même temps, la mobilité évolue et s'ouvre à une mobilité douce. La restriction des accès aux centres-villes des véhicules les plus polluants a créé les Zones à Faibles Emissions (ZFE), fortement contestée par les automobilistes. C'est une révolution écologique et réglementaire inédite ; elle devrait modifier l'ensemble des mobilités dans les dix prochaines années.

Les assureurs sont frappés de plein fouet par les conséquences du réchauffement climatique. Selon France Assureurs, la facture des catastrophes naturelles pourrait doubler pour atteindre 143 Md€ en cumulé entre 2020 et 2050. L'assurance doit favoriser, avec les parties concernées, le développement de la prévention afin de maintenir l'assurabilité de tous les territoires. Financier majeur de l'économie, elle est également attendue par les pouvoirs publics et les ONG pour encourager le passage vers une économie bas carbone.

La décarbonation est un enjeu crucial pour les professionnels de la consommation. Au-delà des engagements pris pour les usines, la supply-chain ou les magasins, le bilan carbone pour un distributeur est essentiellement porté par son Scope 3, et donc les produits vendus en magasins. Afin d'atteindre les ambitions demandées et voulues, il est essentiel qu'industriels et distributeurs travaillent ensemble. Avec des programmes d'engagement qui doivent permettre deux choses : repenser l'offre et décarboner les produits.

Ce qui passe par un pilotage différencié de l'engagement des fournisseurs en fonction de leur maturité climat, et de leur capacité de transition et mise en œuvre opérationnelle des bons leviers de décarbonation.



François Limoges
Rédacteur en chef de
L'Argus de l'assurance



Yves Puget
Directeur de la rédaction de LSA

INTERVIEW

« La France est championne de l'électricité décarbonée »

A l'occasion du webinar « Les clés de la décarbonation pour le B2B » organisé le 15 novembre dernier, Christophe Donizeau, délégué relations institutionnelles au sein d'EDF, est revenu sur la stratégie de la France pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles et produire une électricité décarbonée. Résumé en 3 questions.

Où se situe la France dans la décarbonation de sa production d'électricité ?

La France a pour ambition de lutter contre le réchauffement climatique, et de réduire sa dépendance vis-à-vis des énergies fossiles. La baisse de consommation des énergies fossiles sera de 40 % d'ici 2050 et la majorité devra être remplacée par l'électricité. La France est championne de l'électricité décarbonée grâce au nucléaire et nous saurons répondre à cette progression à venir de la consommation.

Quel est l'avantage du nucléaire dans cette stratégie de décarbonation ?

Nous comptons 56 réacteurs nucléaires en France pour une puissance installée de 61 gigawatts produite en 2022. Cependant l'année 2022 n'a pas été représentative, car des travaux de renouvellement de tuyauteries ont dû être entrepris. Sur une année normale, les centrales nucléaires nous permettent de produire entre 330 et 400 terawatt-heures (TWh).

Par ailleurs, au niveau du scope 3, la production nucléaire est particulièrement bien placée en émettant seulement 4 grammes de CO₂ par kilowatt-heure (kWh), ce qui est très faible. En comparaison, la production éolienne émet 15 grammes de CO₂ par kWh, le photovoltaïque environ 40 grammes, contre 400 pour le gaz et 1 000 pour le charbon utilisé en Allemagne. La France a donc fait le choix d'une technologie décarbonée et capable de s'adresser à tous les secteurs d'activités : grandes entreprises, collectivités locales, tertiaire, résidentiel. Enfin, les sites nucléaires, implantés au milieu de zones non construites pour des questions d'accès et de sûreté, ont un impact positif sur la biodiversité autour.

Comment la France parviendra-t-elle à répondre à la demande croissante d'électricité ?

Pour y répondre et contenter des besoins électriques de plus en plus volumineux, la France est dans une logique de bouquet énergétique et vise également le développement des énergies renouvelables photovoltaïques et éoliennes. Le renouvelable ayant le désavantage de l'intermittence en cas de manque de vent ou de soleil, nous sommes contraints de construire des centrales thermiques à gaz capables de démarrer très rapidement en 30 minutes pour prendre le relais ou répondre à des pics de consommation. D'après les scénarios établis par RTE, à l'horizon 2030, la France devra être capable de produire entre 3 et 5 gigawatts supplémentaires de puissance thermique. Pour cela, il nous faut construire une dizaine de centrales à gaz, or il faut compter sept ans pour en construire une. Il y a donc urgence pour parvenir à un réel mix énergétique d'ici 2030 !

TÉMOIGNAGE

Vallée des batteries : « Tout est pensé en amont pour limiter l'empreinte carbone »

De Lens à Dunkerque, la « Vallée des batteries » voit le jour. Des méga-usines s'y construisent pour fabriquer les batteries des véhicules électriques de demain. Témoignage d'Eric Gens, le maire de Bourbourg, commune qui va accueillir le site de la société grenobloise Verkor.



La région de Dunkerque a profité du fait qu'EDF a installé une de ses centrales nucléaires depuis les années 80. Le port maritime de Dunkerque et les installations ferroviaires sont également des atouts pour transporter les batteries des giga factory qui ne seront stockées sur place que trois semaines avant d'être exportées. Durant les consultations menées avec l'entreprise Verkor, l'ensemble des parties prenantes a été écouté : les problématiques de verdure, de nuisances visuelles où le zéro parking ont été entendues. L'empreinte au sol a été réduite à 700 m² contre 900 m² dans le projet initial, et le parking à étages prévu initialement a été supprimé. La Mairie de Bourbourg travaille en concertation avec le département sur les nouvelles infrastructures routières à développer : nous étudions le fait de déclasser des routes départementales qui ne seront plus utiles pour en faire des pistes de mobilités douces. À terme, 20 000 emplois pourraient être créés. Nous construisons des logements modulaires qui accueilleront dans un premier temps des travailleurs en colocation avec des espaces de restauration et de coworking, et qui pourront dans un second temps être transformés en habitats familiaux. Tout est pensé en amont pour limiter l'empreinte carbone de ce nouvel écosystème en création.



Des décideurs matures sur la décarbonation et qui peuvent encore aller plus loin

70% des entreprises ont ou prévoient de mettre en place un plan décarbonation

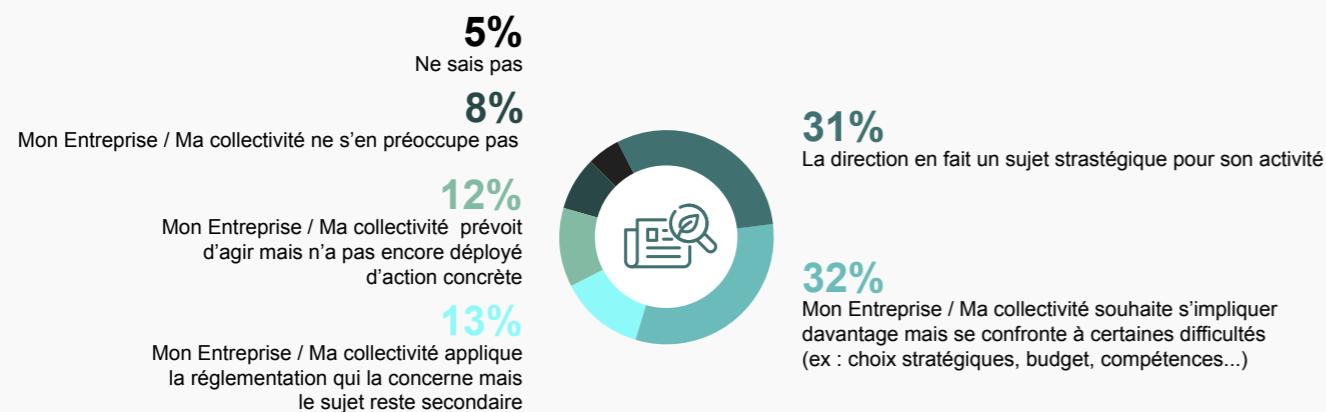
Adoptée par la France en 2015, puis revue en 2020, la **Stratégie nationale bas carbone fixe à la grande distribution un objectif de baisse de 30 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.** La décarbonation est un sujet qui prend de l'importance dans tous les pans de l'économie. Preuve en est, tous les secteurs affichent des ambitions de décarbonation et commencent à réaliser leur bilan carbone. Si cet élan semble partagé, quelle est la véritable maturité des décideurs sur le sujet de la décarbonation ? Tous les décideurs ont-ils les clés pour réaliser ce processus avec pertinence ? Quels sont les points déjà acquis, et ceux à étoffer ?

« Il y a une forte volonté de décarboner : on le constate sur le terrain, Guillaume Gelis, Directeur Général Délégué du groupe Infopro Digital Media. »

Une dynamique de décarbonation partagée collectivement

Selon l'étude réalisée en septembre par Infopro Digital Média auprès de 406 décideurs, la majorité des entreprises (70%) ont déjà **défini ou prévoient de définir des objectifs de réduction de leurs émissions de CO₂**. Lesdits objectifs sont principalement fixés pour **une échéance antérieure à 2030** (78%), notamment dans le secteur de l'industrie (79%), ainsi que dans l'assurance, la banque et la finance (88%). **A court terme, la décarbonation s'affiche comme un sujet stratégique pour les entreprises et les collectivités locales.** 31% des répondants considère que le sujet est primordial pour leur activité et 32% pense qu'il est nécessaire de s'impliquer davantage, quand seulement 8% affirme que leur organisation ne s'en préoccupe pas.

Dans votre entreprise / collectivité, à quel stade en êtes-vous dans votre stratégie de décarbonation ?

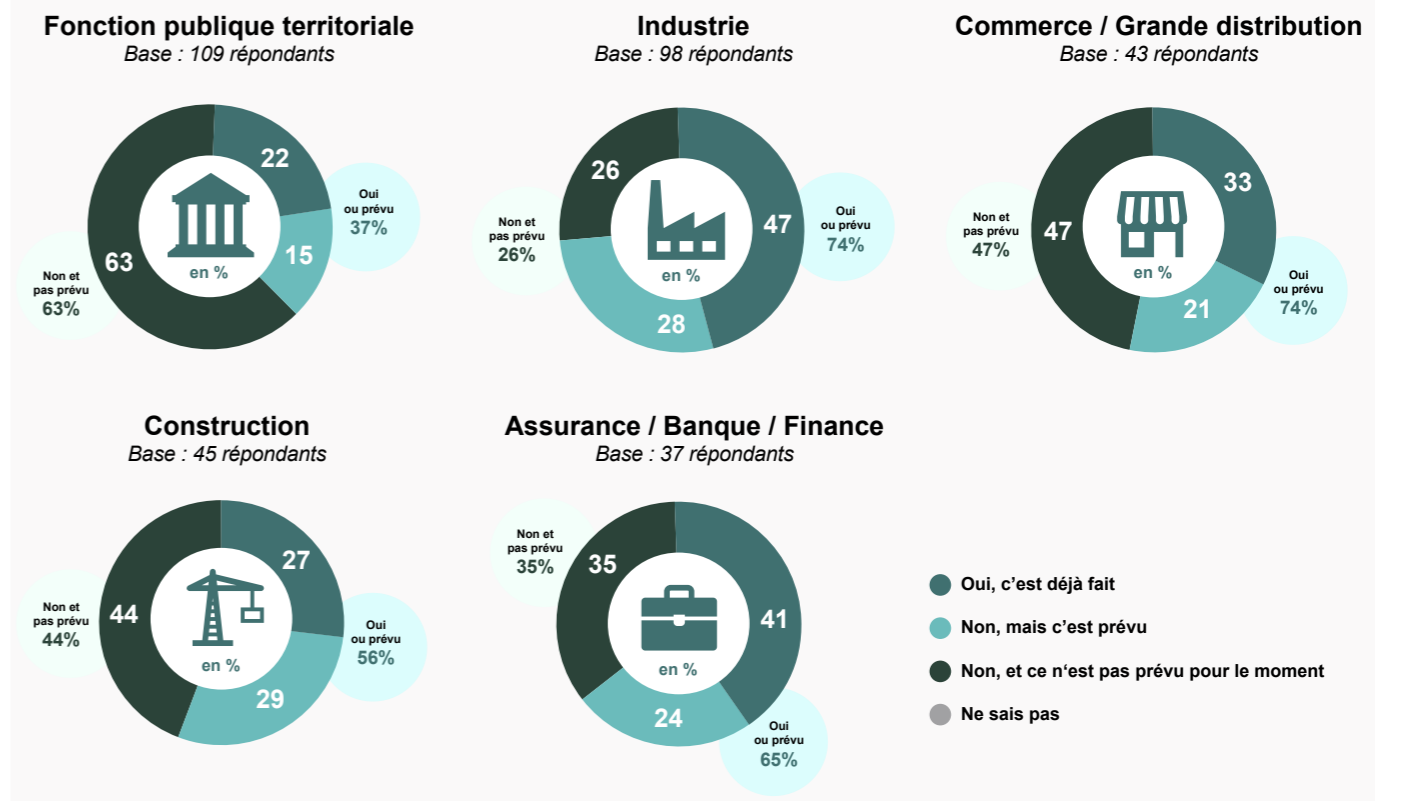


L'industrie demeure logiquement le secteur le plus impacté par ces transitions, et donc le secteur qui prend le plus de mesures dans le sens d'une décarbonation de ses activités : 39% des entreprises industrielles considèrent que leur organisation fait de la décarbonation une priorité stratégique de développement, et **presque une entreprise industrielle sur deux (47%) déclare avoir déjà réalisé un bilan carbone complet** pour asseoir ces transformations. Sur ce point, le secteur industriel est en avance, contraintes des parties prenantes oblige.

Les entreprises de l'industrie sont davantage en avance sur le déploiement de bilan carbone

Votre entreprise / collectivité a-t-elle déjà réalisé un bilan carbone ?

Une seule réponse possible

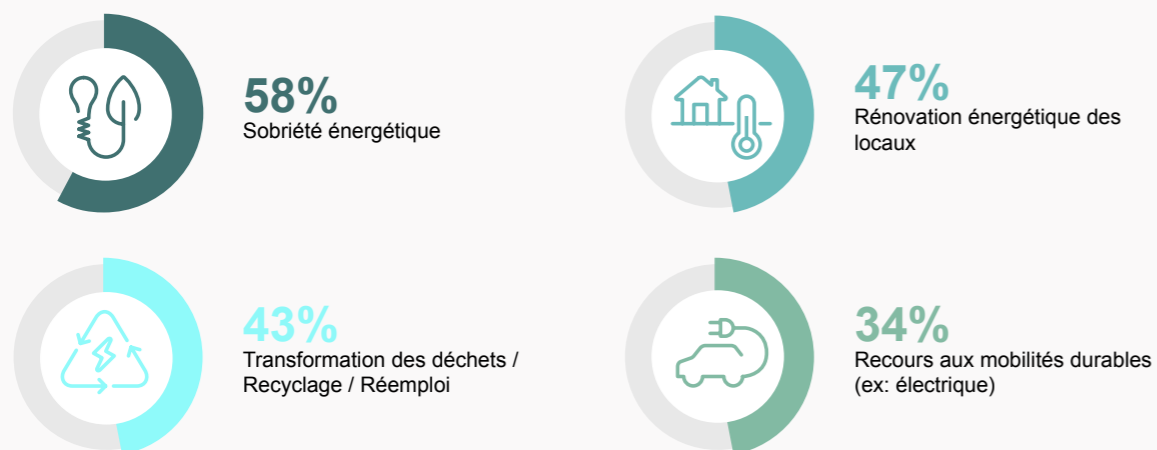


Les organisations au global sont à ce titre optimistes quant à l'application des objectifs fixés par la réglementation. A la question : « pensez-vous que les objectifs fixés par les réglementations qui concernent votre entreprise soient réalisables ? », les réponses penchent largement vers le « oui » (69% au total)

Dans ce cadre, **des solutions sont déjà implémentées au sein des organisations, prouvant leur efficacité et suscitant l'adhésion des utilisateurs.** La démarche principale qui sous-tend ces initiatives reste celle de la réduction pure et simple des dépenses énergétiques : 56% des répondants avance ce point comme principal motif de déploiement d'actions de décarbonation. Dans le même temps, les obligations réglementaires (50%) ou les engagements auprès de parties prenantes (43%) apparaissent importantes dans le développement d'actions de décarbonation, preuve d'une dynamique commune vertueuse sur le sujet.

Les moyens mobilisés sont variés pour répondre aux défis de la réduction carbone. **La sobriété énergétique apparaît comme l'objectif principal, mais l'attention portée au recyclage et aux mobilités durables est notable,** comme le montre le graphique ci-dessous.

Les principales solutions déployées par les entreprises en matière de décarbonation



Des leviers encore activables pour aller plus loin : plus de ressources et de pédagogie

32% des répondants souhaitent s'engager davantage dans la décarbonation. Pour continuer d'avancer sur ce chemin, l'étude met en lumière certains outils et diverses pratiques à étoffer pour aller plus loin.

La question des ressources est prégnante dans le processus d'amélioration. Les ressources à allouer concernent tant la partie économique que les ressources humaines comme le développement de compétences et l'accompagnement à la décarbonation.

La capacité financière et le budget alloué dans les organisations aux actions de transition énergétique et de décarbonation peuvent être encore augmentés dans certains secteurs. Sur l'ensemble des répondants, **49% pointent un manque de budget** ; ce levier semble être plus important au sein de la fonction publique territoriale où 66% des répondants considèrent ce point comme un frein au déploiement de ces actions.

Les moyens humains et non-matériels constituent une seconde ressource utile qu'il convient d'améliorer : 37 % des répondants signalent un manque de temps, 28% un manque de compétences en interne et toujours 28% un manque d'accompagnement pour déployer la décarbonation comme axes d'amélioration de la réduction carbone de leur organisation. L'internalisation des solutions et des expertises semble être une voie d'avenir pour continuer de progresser.



Un autre levier à activer est la circulation de l'information. Afin de déployer au mieux des stratégies de décarbonation, les ressources utiles doivent être connues et intégrées par le plus grand nombre. L'étude montre que 59% des sondés estiment ne pas être suffisamment informés sur les sources de financements disponibles aujourd'hui (aides, subventions, fonds spécifiques...). **75 % estiment par ailleurs qu'ils choisiront leurs objectifs de décarbonation en fonction des engagements et des résultats obtenus.** Dans ce cadre, une communication claire sur les moyens, les progrès et les objectifs de décarbonation dans chaque organisation doit permettre une montée en puissance progressive. Parallèlement, 55% des professionnels soulignent un manque de communication sur les résultats des actions déjà menées. La circulation de l'information et une communication claire et progressive sur les actions visant à décarboner les organisations forment ainsi un levier simple et efficace pour une émulation plus importante autour de la dynamique de décarbonation aujourd'hui collectivement initiée.

Informé correctement, fournir des ressources, mais aussi engager : la contrainte de l'environnement financier sera un élément clé d'une mise en concert efficace sur la décarbonation. « *Il faut se poser la question : pourquoi veut-on décarboner ? Quand on regarde, c'est d'abord une importante prise de conscience des enjeux écologiques qui sous-tend les actions sur le sujet. Et ensuite, il faut être prosaïque : c'est une histoire de coûts, de contraintes, de parties prenantes. Plus l'écosystème sera contraignant, dans le bon sens du terme, sur ces sujets, plus on progressera* », commente Guillaume Gelis, Directeur Général Délégué du groupe Infopro Digital Media.

« Plus de la moitié des structures expriment un fort besoin d'information avant de lancer un plan décarbonation »

Guillaume Gelis, Directeur Général Délégué du groupe Infopro Digital Media.

Découvrez l'intégralité des résultats de l'étude

Decarbonation2030.fr, la boîte à outils de la décarbonation pour les professionnels

Le Groupe Infopro Digital vient de lancer decarbonation2030.fr, un nouveau site d'informations dédié à la décarbonation des acteurs de l'économie française. L'objectif : accompagner les professionnels dans leurs objectifs de réduction de leur impact carbone grâce à un partage de solutions et de bonnes pratiques.

A travers ses rubriques Enjeux et Solutions, le site apporte des clés de compréhension, oriente les entreprises dans leurs feuilles de route décarbonation, partage des bonnes pratiques et des solutions directement activables. Gouvernance carbone, Nouvelles pratique, Financements... Dans la rubrique Tendances, les professionnels ont accès à des articles qui répondent à des problématiques concrètes.

En s'appuyant sur un partenariat noué avec les médias leaders du B2B (LSA, La Gazette des Communes, Le Moniteur, L'Usine Nouvelle, L'Usine Digitale, L'Argus de l'assurance, Auto Infos), www.decarbonation2030.fr couvre 7 grands secteurs de l'économie française.

Le site vise à accompagner la démarche de décarbonation des secteurs privé et public, auxquelles incombent 75% de l'effort de la France pour atteindre l'objectif de 50% de réduction des émissions carbone à horizon 2030 (comparé à 1990).